

alambiquée du communiqué final. Du même coup, le besoin de recourir à des subtilités traduit la persistance des divisions sur les questions de fond et de procédure qui séparaient les membres de l'OMC présents aux rencontres de Doha.

Le programme de développement intégré

Étant donné que les pays en développement constituaient la grande majorité des 142 membres de l'OMC présents aux rencontres de Doha, que la principale source de gains restant à tirer d'une libéralisation des échanges se trouve dans les pays en développement, et que ces pays, en tant que groupe, sont les moins enclins à lancer à tout prix à un nouveau cycle de négociations, il était inévitable que les questions de développement occuperaient une place prépondérante dans la Déclaration de Doha.

De nombreux pays en développement (mais non tous) demeuraient convaincus que le Cycle d'Uruguay a constitué un arrangement inégal, où ils se sont engagés à procéder à des réformes structurelles d'envergure en contrepartie d'un accès aux marchés qui ne s'est pas matérialisé², et qu'ils n'ont pas récolté les avantages attendus d'une libéralisation du commerce. Du même coup, même si de nombreux pays en développement ont signé l'entente de Marrakech concluant le Cycle d'Uruguay sans prendre la pleine mesure de l'arrangement qu'ils venaient d'accepter, ou reconnaître la valeur du droit de veto qu'ils venaient ainsi d'obtenir, ils étaient cette fois beaucoup mieux préparés. Enfin, ce qui est tout aussi important, ils étaient prêts à faire valoir pleinement leur pouvoir nouvellement acquis³.

² Le calendrier de mise en œuvre du régime des droits de propriété intellectuelle de l'OMC était lié à l'abolition des contingents sur les textiles et le vêtement, traduisant la nature des compromis qui ont été convenus au moment de la conclusion du Cycle d'Uruguay.

³ Comme on l'a noté, la réticence à modifier l'approche par consensus au sein de l'OMC traduisait en bonne partie l'intérêt qu'avait les pays en développement de préserver le veto effectif que leur confère la formule du consensus.